

L'UNION

REUSSIR

N° 3555
Samedi 10 septembre 2022

L'union

JOURNAL BI-HEBDOMADAIRE du Cantal

26, rue du 139^e RI - B P 339 - 15003 AURILLAC cedex - Tél. 04 71 45 56 40
e-mail : redaction@lunion-cantal.com - Abonnement 1 an TTC : 151 € - Le numéro : 1,60 €

www.lunion-cantal.com



FRANCE PARE-BRISE

Agréé assurances POSE À DOMICILE

UNE OFFRE QUI A TOUT COMPRIS !

04 71 47 89 17
AURILLAC - SAINT-FOUR - MAURIAC
www.franceparebrise.fr

INTERVENTION SUR TOUS TYPES DE VITRAGES

L'essentiel de la semaine

Sécheresse
Le comité départemental d'expertise valide le dossier cantalien, la FDSEA exige son examen le 19 octobre au CNGRA. p.2

Économie
Le pessimisme gagne les TPE-PME cantaliennes : 43 % ont accusé une baisse de chiffre d'affaires au premier semestre. p.8

Cornets de Murat
On ne change pas une recette qui gagne : 19 500 cornets et 16 garnitures attendent les gourmands. p.14

Mérite agricole
Ardent promoteur de la race salers, l'ancien éleveur muratais Daniel Vigier a été promu officier. p.17

Bovins viande
L'observatoire régional confirme la perte de 57 000 vaches allaitantes en Aura depuis 2017. p.22

Diocèse
L'Église appelle les Cantaliens à se mettre "au vert" en les sensibilisant tout un mois durant à l'urgence climatique. p.28



Enseignement supérieur Nourrir l'économie locale

Plus que jamais, l'offre multiple de formations post-Bac se veut tourner vers les besoins des entreprises cantaliennes. p.7

Élevage

Pastoralisme : bien plus qu'une tradition, un enjeu sociétal



Les acteurs français du pastoralisme seront réunis la semaine prochaine à Coltines lors de leurs Rencontres annuelles. L'occasion d'un large éclairage sur ces systèmes ancestraux qui demeurent essentiels à l'élevage mais pas que...

p.3 à 6

X Encartage sectoriel calendrier formation de la Chambre d'agriculture.



NOUVELLE TOYOTA AYGO X

LE 1ER CROSSOVER 100% TOYOTA
HAUTE EN COULEUR

À découvrir lors des Journées Portes Ouvertes du 15 au 19 septembre



TOYOTA AURILLAC
04 71 48 12 31

DOSSIER > Pastoralisme

LES MULTIPLES VISAGES DU PASTORALISME FRANÇAIS

Le service pastoral Auvergne Estives accueille, du 14 au 16 septembre à Coltines dans le Cantal, les Rencontres nationales du pastoralisme. L'occasion de partir en transhumance à la découverte de la richesse et des enjeux des différents systèmes pastoraux français.

Le pastoralisme, un vocable qui ne figurait pas vraiment dans le lexique agricole auvergnat il y a encore une dizaine d'années. Mais depuis 2015 et la création puis l'essor d'Auvergne Estives et à la faveur d'une nouvelle politique pastorale régionale, cette pratique pourtant ancestrale et toujours très vivace est revenue sur le devant de la scène faisant valoir son caractère essentiel pour l'équilibre de nombreuses exploitations et ses vertus pour le territoire.

En Auvergne, on parle d'estives, qu'est-ce qui caractérise ses espaces pastoraux et plus globalement cette pratique ?

Laurent Bouscarat, directeur d'Auvergne Estives : "En fait, ce pastoralisme auvergnat, jusqu'à peu, on le connaissait très mal, d'où le besoin de conduire des enquêtes pastorales comme celles réalisées tout récemment sur le parc naturel régional des Volcans d'Auvergne et celui du Livradois-Forez. Ces enquêtes ont confirmé que le pastoralisme en Auvergne est majoritairement géré de façon individuelle, les estives collectives ne représentant que 15 % des surfaces pastorales, ce qui nous distingue par rapport à des massifs comme les Alpes ou les Pyrénées. Ces estives individuelles sont plutôt de petite taille, de l'ordre de 35 ha en moyenne, tandis que les collec-



Un pastoralisme majoritairement bovins (viande) valorisant de surfaces herbagères comme ici sur le Cézallier.

tifs pastoraux ont des surfaces variables : de 50 ha avec deux, trois éleveurs regroupés, à 2 100 ha, 4 000 bovins estivés et 200 éleveurs adhérents pour la Coptasa qui est la plus grosse estive collective du Massif central et de France. La grande majorité de ces estives sont valorisées par des bovins, surtout des bovins allaitants

(système broutards), les troupeaux laitiers y sont peu nombreux de même que la transformation fromagère, hormis sur la zone saint-nectaire. Il existe cependant aussi sur le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire des estives collectives ovines dans les monts Dôme et le Mont-Dore. Majoritairement, la transhumance reste plutôt locale, au sein de la même commune ou dans la commune voisine, même si elle se pratique aussi d'un département à l'autre avec des Aveyronnais qui estivent dans le Cantal et des Cantaloux qui estivent dans le Puy-de-Dôme...

Autre caractéristique : ce sont des surfaces herbagères productives comme sur le Cézallier, l'Aubrac, les monts du Cantal ou le Mont-Dore."

Cette pratique est-elle toujours aussi développée ?

L. B. : "Oui, c'est quelque chose de profondément ancré dans l'équilibre des systèmes de production auvergnats. Le recours à l'estive permet de décharger le siège d'exploitation et d'y faire des stocks pendant la période de transhumance, soit généralement du 20 mai au 15 octobre."

Sécheresse, campagnols, loup... un cocktail explosif pour les estives...

L. B. : "On s'aperçoit en effet que ces territoires sont fragilisés notamment par la raréfaction de la disponibilité en eau. On l'a vu cet été, des éleveurs d'estives privées ont redescendu de façon précoce leurs animaux plus par manque d'eau pour les abreuver que d'herbe. La seule eau accessible sur ces territoires c'est celle des sources valorisées qui souffrent avec les années comme celles que l'on vit. Sur le Cézallier, des sources se sont tariées pour la première fois depuis 60 ans. C'est un véritable enjeu pour le maintien de l'activité pastorale. Il y a des moyens d'y faire face, via la modernisation des installations, un raisonnement et des projets collectifs comme cela se fait dans le cadre du PPT (plan pastoral territorial).

On doit aussi faire face à une moindre production herbagère, liée à des périodes de canicule et sécheresse cumulées aux pullulations de rats taupiers. À la Coptasa, le constat est qu'en moins de dix ans, on a dû abaisser le chargement de 15 %. Et puis s'ajoute la prédation qui complique encore l'activité pastorale, notamment

ovine. C'est une vraie inquiétude à laquelle certains éleveurs ont répondu en créant par exemple l'estive ovine du Puy Mary."

Quelle a été la genèse et quelles sont aujourd'hui les missions d'Auvergne Estives ?

L. B. : "À sa création en 2015, c'était une fédération d'estives collectives qui se sont regroupées pour être mieux reconnues dans le contexte d'une nouvelle Pac dont on ne savait pas à quelle sauce elle allait nous traiter. Il s'agissait d'être plus forts ensemble pour essayer de pérenniser les estives collectives d'Auvergne, travailler sur nos statuts, nos fondamentaux puis sur des MAEC (mesures agro-environnementales et climatiques). Petit à petit, on a travaillé avec différents partenaires, les collectivités... Puis a émergé une nouvelle politique pastorale régionale qui nous a permis de développer de nouveaux outils, de devenir le service pastoral d'Auvergne, de monter en puissance avec trois chargés de mission et développer des projets avec un premier gros dossier, le plan pastoral territorial du PNR des Volcans d'Auvergne, déposé début 2022 et dont le parc nous a confié l'animation. La même démarche se profile avec le PNR du Livradois-Forez. Nous avons aussi des contacts avec d'autres collectivités qui ont des projets autour de cette nouvelle politique pastorale régionale."

Qu'est-ce qui a motivé votre candidature à l'accueil de ces rencontres nationales ?

L. B. : "Ça faisait un moment qu'elles ne s'étaient pas tenues dans le Massif central, on a jugé qu'avec le PPT, des projets concrets, 2022 était le bon moment pour les accueillir et mettre en avant ces initiatives. La volonté des administrateurs d'Auvergne Estives, c'est de partager avec le plus grand nombre la réalité, les spécificités et les enjeux du pastoralisme auvergnat, de mettre en avant le fait que ces espaces sont des territoires vivants, où il y a de l'activité, des hommes, de l'économie qu'il faut préserver en les dotant d'outils d'accompagnement."

PROPOS RECUEILLIS
PAR PATRICIA OLIVIERI



La ressource en eau, enjeu majeur des prochaines années pour les estives auvergnates.

Dossier pastoralisme

QUE DE SERVICES RENDUS !

Pastoralisme méditerranéen > Préservation de la biodiversité, lutte contre le risque incendie, maintien de milieux ouverts... : le pastoralisme méditerranéen caprin et ovin est un acteur territorial précieux.

Les chiffres sont souvent bien plus parlants que de longs discours, c'est le cas aussi pour caractériser le pastoralisme méditerranéen : réparti sur 13 départements du Sud-Est de la France, cet élevage agro-pastoral valorise pas moins de 56 % des surfaces de parcours en France, la bagatelle de 1,4 million d'hectares. "Les parcours méditerranéens, des camions de foin en moins !", affiche une plaquette réalisée par la chambre régionale d'agriculture d'Occitanie. En l'occurrence, 760 000 parcours tonnes de matière sèche, l'équivalent de 76 000 camions de foin. Des surfaces pastorales faites de pelouses sèches, garrigues, d'espaces relativement embroussaillés, boisés... que seul ce pâturage majoritairement ovin et caprin permet d'entretenir, "ce qui nous différencie du pastoralisme de montagne pratiqué plutôt sur de grands espaces ouverts", note Emmanuelle Genevet, responsable du service pastoralisme de la chambre régionale d'Occitanie. Autre particularité : ce pastoralisme peut aussi prendre une forme sédentaire, le climat méditerranéen permettant de pâturer ces surfaces toute l'année. "Même s'il n'y a pas forcément de transhumance, il s'agit bien de pastoralisme dans la mesure où le troupeau réalise un parcours de pâturage, qu'il y a bien une notion de gardiennage et de conduite du troupeau pour l'amener à des endroits, parfois éloignés de l'exploitation, pour y trouver des ressources naturelles spontanées", explique la conseillère.



Quelque 9 800 exploitations réparties sur 13 départements pratiquent ce système agropastoral.

1,4 M d'hectares entretenus

Pratiqué par quelque 9 800 exploitations représentant 14 100 emplois à temps plein et 10 700 emplois indirects, ce pastoralisme méditerranéen a avant tout une vocation productive avec 2,64 Mhl de lait de brebis et chèvre produits et 31 000 tonnes équivalent carcasse de viande ovine et caprine. Une activité économique majeure dans ces territoires où ne coexiste guère que le tourisme. "Ces systèmes pastoraux tirent globalement leur épingle du jeu dans la mesure où ils sont relativement autonomes en intrants, infrastruc-

tures... observe Emmanuelle Genevet. Ce sont aussi des systèmes bien aidés par la Pac, ce qui leur permet de dégager un revenu correct, notamment ceux qui commercialisent en circuit court dans les secteurs périurbains, même si on est loin des patrons du Cac 40, sourit la spécialiste. Économiquement, ça tient la route et ces systèmes n'ont rien à envier aux systèmes très intensifs..."

Prévention contre les incendies

Mais ce qui distingue aussi cet élevage, ce sont les multiples services rendus aux territoires, à

commencer, actualité récente oblige, par la prévention des incendies. "C'est un enjeu hyper important, on l'a vu cet été. On n'a pas brûlé comme dans les Landes même s'il y a eu de gros incendies. Le fait d'avoir des troupeaux qui pâturent permet de réduire la masse combustible et de limiter ainsi les dégâts. La présence des éleveurs dans ces massifs est aussi importante en termes de surveillance, d'alerte sur des départs de feu", explique Emmanuelle Genevet. Les éleveurs sont de fait des alliés précieux des pompiers avec lesquels des opérations de brûlage dirigé sont menées en

RÉSILIENTS OUI MAIS...

■ Habitué au climat chaud et sec, l'élevage agropastoral méditerranéen réputé pour sa capacité d'adaptation voit lui aussi se multiplier et s'intensifier ces épisodes extrêmes qui limitent fortement le pâturage en obligeant à sortir très tôt et très tard les troupeaux pour éviter la chaleur. "Un éleveur de chèvres qui passait l'été sans problème dans les garrigues a pour la première fois été obligé d'affourager, impossible de sortir ses animaux", témoigne Emmanuelle Genevet, qui évoque aussi une problématique croissante de disponibilité de l'eau pour l'abreuvement.

période hivernale sur des secteurs sensibles et stratégiques. Des mesures agroenvironnementales visant la prévention des incendies sont en outre déployées pour encourager à l'entretien de zones spécifiques lors des périodes à fort risque.

L'élevage pastoral s'avère en outre un acteur essentiel de la biodiversité dans ces secteurs classés au titre de Natura 2000 en maintenant ouverts les paysages, habitats notamment d'espèces d'oiseaux remarquables.

Autant de services sociétaux dont sont insuffisamment conscients les habitants de ces territoires : "En milieu périurbain, c'est un peu "je t'aime, moi non plus" : les gens sont hyper contents de voir des troupeaux mais ils se plaignent des odeurs, des mouches..." conclut Emmanuelle Genevet.

P. OLIVIERI

LES OUTILS POUR UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Pyrénées atlantiques > La conjonction de plusieurs engagements permet la préservation du pastoralisme au service de l'AOP fromagère Ossau-Iraty et le maintien de l'activité économique en montagne.

Situé au village d'Ordiap, le centre départemental de l'élevage ovin des Pyrénées atlantiques regroupe 700 éleveurs adhérents. Son cœur de métier concerne la sélection des races laitières ovines locales à savoir la basquo-béarnaise, la manech tête rousse et la manech tête noire. Ce travail accompagne le développement de l'AOP fromagère Ossau-Iraty à cheval entre le Béarn au sud du Gave de Pau et le Piémont basque. "Entre la préservation des races et le développement de l'AOP, les deux destins sont liés, confie Claude Soulas, directeur. Dans les années 1970-80, le choix s'est arrêté sur la conservation des races locales pour la production fromagère sous signe de qualité. Mais pour autant, ce choix a été rendu possible à la condition d'améliorer la production laitière. Nous avons ainsi renforcé l'image d'un terroir de pastoralisme ancestral dans toutes ses composantes sur des estives abondantes en herbe."



Une politique volontariste adossée à l'AOP Ossau-Iraty a permis de préserver l'activité pastorale.

Une autre composante reposait sur le maintien de la pratique de la montée des troupeaux en zones d'altitude. Parallèlement au travail de sélection, un plan stratégique s'est imposé pour améliorer

l'organisation du pastoralisme. D'une part, une aide à la mise à disposition de berger a été créée. D'autre part, éleveurs, collectivités locales et administrations se sont rapprochés pour proposer un

programme d'amélioration pastorale des conditions de vie en estive (confort des cabanes, accès aux parcelles non accessibles en voiture, ou encore la mise aux normes des ateliers de transformation en montagne).

Amélioration de la vie en montagne

Ce long travail a contribué au passage d'une génération à une autre indispensable pour endiguer la disparation inquiétante d'une population de bergers vieillissante. De nombreux jeunes, des femmes notamment, ont pris la relève. Beaucoup passent par le Centre des métiers de la montagne d'Oloron-Sainte-Marie et la formation "berger-vacher-transhumant" qui intègre des modules "conduite du troupeau" et "fabrication fromagère". Sur 1 400 éleveurs ovins recensés sur les Pyrénées atlantiques, 75 % transhumant. 150 unités pastorales sur 500 participent à

20 % de la fabrication de fromage fermier Ossau-Iraty. Certains ateliers ne sont accessibles qu'à pied. Cette part bénéficiée de la "Marque d'estives" pour une plus-value au sein de l'AOP. Sa qualité gustative en fait un véritable produit d'appel.

"Grâce à ces différents outils, le pastoralisme reste une réalité économique dans le département, note Claude Soulas. Il renforce l'image d'Ossau-Iraty et du territoire avec cette notion de tradition vivante avec de petites exploitations attachées à la transhumance. Nous avons de la demande d'installation de la part des hors-cadre familiaux. Ce travail en montagne est souvent un premier pas avant de reprendre une ferme de taille modeste mais au fort potentiel de valeur ajoutée."

B. PARRET

MARAISS LITTORAUX : UN PÂTURAGE MALIN

Marais du Brouage > En Charente-Maritime, l'équilibre fourrager et économique de près de 200 exploitations repose sur le pâturage, de mars à novembre, des prairies du marais de Brouage.

Chaque année au mois de mars, une grosse centaine de troupeaux de Charente-Maritime prennent la direction non pas des estives mais du marais de Brouage dont les prairies humides sont ainsi valorisées par les animaux, principalement des bovins de race à viande⁽¹⁾ jusqu'au mois de novembre. Ici pas de clôture ni de bacs d'abreuvement, l'eau douce des 1 500 à 2 000 km de fossés de ces anciens marais salicoles remplit ces deux missions. "Ce qui est aussi intéressant dans ces prairies, c'est qu'elles disposent d'un micro-relief avec ces creux (les fossés) où l'eau restent plus longtemps, et ces bosses, ce qui permet un report de la végétation, explique Clara Lorent, chargée de mission élevage pour la communauté de communes du bassin de Marennes et de la communauté d'agglomération Rochefort Océan. Les bosses sont pâturées au printemps, les creux l'été."

L'équilibre fourrager et économique de quelque 180 exploitations en polyculture-élevage situées en bordure du marais ou plus loin dans les terres (jusqu'à une centaine de kilomètres) repose sur ce pastoralisme de marais. "L'élevage a subi un net déclin en Charente-Maritime et se retrouve aujourd'hui exclusivement concentré autour du marais", explique la jeune femme. La grande majorité des 10 000 ha de



STEPHANE CHADOURNE

Ce sont des troupeaux principalement bovins viande qui valorisent ces espaces littoraux inondés l'hiver.

marais sont en propriété privée (dont un millier appartient au Conservatoire du littoral) et leur exploitation est strictement individuelle sans mélange de troupeaux comme on peut le rencontrer dans le Massif central avec les estives collectives ; un modèle que Clara Lorent connaît bien pour avoir animé Auvergne Estives. Pour l'heure, malgré plusieurs tentatives, il n'existe pas de filière de valorisation dédiée à ce mode d'élevage pastoral. "La plupart des animaux partent pour l'export en maigre", décrit Clara Lorent, qui évoque néanmoins l'essor de la transformation et la vente directe

"même si c'est encore loin d'être le cœur du réacteur..."

Submergés ou asséchés...

Si ces marais s'avèrent une précieuse ressource fourragère, ils n'en présentent pas moins des contraintes : gestion du parasitisme dans ces milieux humides, difficultés d'accès et d'entretien de ces parcelles dont certaines basculent en déprise. "Ce sont aussi des surfaces à 80 % contractualisées dans des MAE (mesures agro-environnementales) et donc des systèmes agropastoraux très dépendants des aides Pac, sur lesquelles on n'est pas très

optimiste", confie la chargée de mission, qui cite en outre les affres passés du marché du maigre même si les cours sont remontés ces derniers temps.

Autre préoccupation, comme partout, le changement climatique, avec deux effets ambivalents : à long terme, la menace de submersion du marais du Brouage avec la montée du niveau de l'océan ; à court terme, comme ce fut le cas cet été, un assèchement tout aussi problématique. "Sans eau dans les fossés, pas d'abreuvement mais aussi pas de clôture, la très grande majorité des troupeaux est donc repartie dès le mois de juin", relate Clara Lorent.

Première AFP en zone humide

L'avenir de ce pastoralisme de marais ? Il se construit notamment avec les élus locaux et deux associations que Clara anime. Une association réunissant une vingtaine d'éleveurs du marais du Brouage qui propose un accompagnement en termes techniques (optimisation de la ressource fourragère, gestion raisonnée du parasitisme...) mais aussi de projets avec celui d'un atelier de découpe. La seconde structure est une association foncière pastorale (AFP) qui fédère 1 500 propriétaires pour 7 000 ha. "C'est la première AFP créée en zones humides. On propose aux propriétaires un

CARTE D'IDENTITÉ

■ Le marais de Brouage s'étend sur 10 000 ha dont 8 000 ha de prairies permanentes parmi lesquelles 75 % sont inondées en hiver, rendant leur accès impossible aux troupeaux. On recense plus de 1 500 km de fossés en eau. 180 élevages y amènent leurs animaux de mars à novembre.

service d'aide à la gestion locative (mise en relation avec des exploitants en recherche de foncier), à l'amélioration des équipements pastoraux (réhabilitation de barrières de marais, curage de fossés...) via des programmes de travaux subventionnés", précise l'animatrice.

Opération Grand Site

Des chantiers qui s'inscrivent dans le cadre plus global et ambitieux de "l'opération Grand Site", le marais du Brouage étant candidat à la labellisation Grand site de France. "Le projet vise à la préservation du marais, du cadre de vie, avec un volet paysager qu'on décline sur l'ensemble des actions, dont celles liées à l'élevage", expose Clara Lorent.

P. OLIVIERI

(1) Charolaises, Limousines, blondes d'Aquitaine mais aussi la maraichine, une race emblématique moins conformée mais mieux adaptée à ces marais. On compte aussi quelques vaches laitières (mais en net déclin) et ovins viande.

TOUTE L'IMPORTANCE DU SYLVOPASTORALISME

Provence-Alpes du Sud > En Paca, un tiers du territoire est pastoral avec pas moins de 600 000 brebis mères qui pâturent, gardiennes d'un certain équilibre, tout de même fragilisé, entre l'homme, le territoire et dame nature.

Directeur adjoint au centre d'études et de réalisations pastorales Alpes-Méditerranée (Cerpam), Laurent Garde pose un œil très attentif sur le pastoralisme, notamment le système ovin allaitant. "Notre association rassemble le monde de l'élevage, les territoires et la recherche. Nous sommes la structure en charge du pastoralisme pour la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur, soit six départements."

Sur la région Paca, "un tiers du territoire est pastoral, constitué de parcours et d'alpages". Une surface pastorale qui n'est pas "constituée que d'herbe, mais aussi de landes, de bois... près de 40 % des surfaces pâturées par les troupeaux sont boisées. Raison pour laquelle le sylvopastoralisme est très important chez nous, notamment dans le cadre de la lutte contre les incendies, mais pas seulement..."

Pare-feux

En effet, la région étant habituée aux incendies, les différentes actions de prévention, de détection et de lutte contre les feux sont très développées. "Chez tous les acteurs, il y a une culture du feu, même parmi la population", insiste

le directeur adjoint. Sur ce territoire "très ovins", rappelle Laurent Garde, pas moins de 600 000 brebis mères pâturent, essentiellement sur les Alpes de Haute-Provence, les Hautes-Alpes et les Bouches-du-Rhône.

Le Cerpam accorde beaucoup d'importance à la mise en place de "pare-feux" avec des contrats agro-environnementaux visant à "diminuer la combustibilité par l'ampleur de la présence des animaux dans les surfaces boisées. C'est historique. Ces pratiques ont toujours lieu et c'est un gros atout pour les éleveurs car cela fournit un pâturage hivernal, précise Laurent Garde. Nous sommes en climat méditerranéen et la période en bergerie est très réduite". Un bel atout en termes "d'économies de coûts d'élevage".

Si le Cerpam reste "naturellement vigilant" sur les incendies, "nous avons vécu une sécheresse historique, comme on n'en avait jamais enregistré dans la région", qualifiant la situation de "calamiteuse" et impactant les troupeaux à deux niveaux : un rendement fourrager diminué de moitié, hors zones irriguées ; une herbe grillée-séchée



En Paca, près de 40 % des surfaces pâturées sont boisées.

sur certains alpages avant même l'arrivée des animaux.

Heureusement, "le pastoralisme, c'est la culture des bergers et des animaux habitués à manger de la matière sèche, à trouver des ressources de substitution sur les arbustes... Cette année, je crois qu'on a utilisé toutes nos marges de manœuvre. On a même demandé à l'ONF (Office national de la forêt) d'ouvrir de nouveaux boisements pour répondre à ce

manque de fourrage". Mais le pire cette année n'aura peut-être pas été le manque d'herbe, "mais le manque d'eau", confie le directeur adjoint.

Le Cerpam tire la sonnette d'alarme sur une eau "qui va devenir une thématique absolument prioritaire. Effectivement, on risque d'avoir des soucis avec quelques espaces protégés qui ne veulent pas de stockage d'eau. Cet été, des éleveurs en ont monté tous

les jours dans les alpages. Cela n'était jamais arrivé !" Au-delà de l'eau, le loup est un gros problème. "Il est la première menace pour nos troupeaux et la survie-même des surfaces pastorales."

Dans un secteur (Alpes-Provence) où "126 meutes ont été reconnues", un accroissement constant depuis 30 ans, cela veut dire qu'elles "se touchent quasiment" et qu'elles débordent "les moyens de protection". Une contrainte majeure avec, avant tout la nécessité de la protection des troupeaux. Malgré les près de 5 000 chiens de protection sur l'ensemble des Alpes, "on est sur 8 à 10 000 pertes d'animaux par an qui pâturent en Provence et transhumant en Isère, en Savoie ou dans la Drôme...", sans compter une dégradation avec une population "loisirs" toujours plus nombreuse.

Une pratique pastorale historique, utile, mais de plus en plus contrainte. Un gros travail est déjà fait pour y faire face, "mais il va falloir en faire encore plus" et (ré)apprendre aux uns à vivre avec les autres "pour partager harmonieusement le territoire".

J.-M. AUTHIÉ

Dossier pastoralisme

DES CHALETS TRÈS PROS, POUR FABRIQUER DES AOP DANS LES ALPAGES

Haute-Savoie > Dans les Alpes, on produit toujours des fromages dans la montagne. Des ateliers bien plus modernes que les burons cantaliens.

En Haute-Savoie, les estives sont surtout occupées par des races laitières⁽¹⁾. Pas question de faire redescendre quotidiennement les troupeaux pour la traite, c'est l'équipement qui monte aux vaches, y compris pour la fabrication fromagère. Un système finalement assez proche de nos anciens burons, mais qui, ici, a traversé le temps, en se modernisant au fil des exigences sanitaires et de confort de travail.

"Dans notre département, on compte autour de 200 ateliers fermiers à la montagne", confirme Antoine Rouillon. Il dirige la société d'économie alpestre de Haute-Savoie - Echoalp - une structure associative et collégiale qui réunit tous les acteurs de la montagne (voir en encadré). Les bâtiments dédiés à la production fromagère sont de grands chalets d'alpage, le plus souvent en bois, qui abritent à la fois l'étable, la traite, l'atelier de transformation, le séchoir, souvent une cave d'affinage, (sinon les fromages sont redescendus en blanc) et... la famille du ou des exploitant(s), ainsi parfois que des salariés.

Des contraintes mais des atouts

"Leur implantation dépend forcément de l'accès à l'eau : captage, stockage, distribution, abreuvement... Ils sont également



Des bâtiments le plus souvent en bois, qui abritent l'étable, l'atelier de transformation, les logements... Des chalets-écoles permettent aussi d'apprendre les métiers liés aux alpages.

raccordés à l'électricité ou, par défaut, à un groupe électrogène. La production énergétique solaire peut suffire à des petits ateliers caprins", explique Antoine Rouillon. Il faut dire que les troupeaux bovins vont de 25 à 80 vaches laitières (les voisins savoyards en ont de bien plus importants). Le reblochon, la tome, le chevrotin font partie des AOP les plus fréquemment transformées en altitude. Si les multiples contraintes sont surmontées, c'est que la valorisation du lait produit

et transformé en altitude en vaut la peine.

Pour autant, le directeur d'Echoalp ne cache pas son inquiétude face à ce système familial qui nécessite beaucoup de main d'œuvre : "La troisième génération s'épuise un peu, les anciens ne sont pas systématiquement remplacés. Alors, les alpages recrutent : des vachers, des fromagers, des bergers... Et les chalets doivent s'adapter à l'hébergement de salariés." Mais inévitablement, les transformateurs fermiers se heurtent à la pénurie de main d'œuvre en agriculture. La parade : "Une école de l'alpage, un bâtiment dortoir équipé de salles de classe pour l'apprentissage de lycéens ou d'adultes en reconversion, in situ, avec des travaux pratiques pour donner envie de rejoindre ces métiers."

R. SAINT-ANDRÉ

(1) Et parmi les rares allaitantes, les salers et aubrac occupent une place de choix.

ECHOALP

Gestion collégiale des alpages

Sur 60 000 hectares d'alpage de Haute-Savoie, les 1 100 unités pastorales (1 300 éleveurs) sont accompagnées par la société d'économie alpestre de Haute-Savoie, Echoalp. Elle est composée de sept collèges : élus, propriété agricole, représentants d'éleveurs, ceux de la forêt publique et privée, les utilisateurs de l'espace alpestre (stations de ski, chasseurs, randonneurs...), la formation et la recherche (lycées, MFR et Inrae) et des personnalités qualifiées et experts. "Ni partisane, ni corporatiste", elle se veut le reflet objectif d'un territoire. "C'est le territoire le donneur d'ordre", schématise Antoine Rouillon, qui dirige la structure (onze salariés). Et malgré des intérêts qui peuvent s'avérer divergents au sein du conseil d'administration, le principe fonctionne

plutôt bien depuis près d'un demi-siècle. Parmi les sujets de préoccupation communs, la présence du loup en meutes inquiète vivement. Le partage de l'espace et la conciliation des usages sont également pris au sérieux, avec une commission dédiée. Elle a en charge d'informer tous les publics que "là haut, ce n'est pas une propriété ouverte à tous, on est chez quelqu'un, sur un lieu de travail et, même si on y est le bienvenu, on ne peut pas pratiquer n'importe quoi, n'importe comment ; on doit avoir un comportement d'invité." Il est constaté, ici comme ailleurs, que si les anciens randonneurs avaient "les bons codes", ce n'est pas le cas des nouveaux promeneurs aux mentalités plus urbaines.



Les fromages, dont des AOP, sont fabriqués directement en altitude.

AOP HAUT-SAVOYARDES

■ L'incontournable, c'est le reblochon, dont l'appellation protégée remonte à 1958 (16 400 tonnes/an produites, à la ferme ou en coop). Suit l'abondance, en forte croissance depuis sa création en 1990 (3 500 t/an). S'y sont ajoutés depuis 2002, la tome des Bauges (900 t) et, au lait de chèvre, le chevrotin (68 t). Avec la Savoie, la Haute-Savoie partage également - sur une petite zone - l'AOP beaufort et - sur la totalité de son territoire - plusieurs Indications géographiques protégées (IGP) : la tomme de Savoie (6 200 t), l'emmental (2 800 t) et la toute dernière arrivée, en 2017 : la raclette de Savoie (3 300 t).

37^{es} Rencontres nationales ■ ■ ■

Les acteurs du pastoralisme français réunis trois jours à Coltines

Au programme

Mercredi 14 septembre :

- 15-17 heures, accueil des participants, expositions autour du pastoralisme auvergnat (valorisation des races locales emblématiques - ferrandaise, salers, rava, cheval d'Auvergne -, "Les burons, l'habitat fromager des montagnes du Cantal", "Nos producteurs ont de la valeur", "transhumance et Unesco", "Transhumance inverse et valorisation de produits/économie des systèmes d'élevages anciens", association Patouch'aux troupeaux, "La gentiane jaune, la filière et la ressource dans le Massif central").
- 18 heures, assemblée générale de l'Association française de pastoralisme (AFP).

Jeudi 15 septembre : Monts du Cantal

- 9 heures : ouverture des rencontres, le réseau pastoral d'Auvergne-Rhône-Alpes : Auvergne Estives, ses missions et actions ; l'agriculture du territoire et la place du pastoralisme, présentation du premier Plan pastoral territorial auvergnat, la politique pastorale régionale.
- 13 heures : repas au chalet du Puy Mary.
- 14-18 heures : à la découverte des Monts du Cantal, accueil par le président du Syndicat mixte du Puy Mary, lecture de paysage, présentation du groupement pastoral ovin du Puy Mary, rencontre des bergers.
- 20 heures : apéritif dînatoire à Coltines autour des filières locales.

Vendredi 16 septembre : découverte du Cézallier

- 8 h 30-12 heures : découverte de la Coptasa et Limon (restauration de zones humides en tête de bassin versant, mise en place de haies pour protéger les troupeaux, projet de valorisation touristique du système agropastoral du territoire).
Repas sur place proposé par Bienvenue à la ferme et clôture des journées.

■ En bref

En chiffres

■ Pastoralisme : 60 000 exploitations concernées

"Le pastoralisme regroupe l'ensemble des activités d'élevage valorisant par un pâturage extensif les ressources fourragères spontanées des espaces naturels, pour assurer tout ou partie de l'alimentation des animaux", selon la définition de l'Association française de pastoralisme (AFP). Considéré comme d'intérêt général par le Code rural, le pastoralisme en France se caractérise par la diversité des systèmes d'élevage concernés (ovin, bovin, caprin, équin) ; l'étendue et la diversité des milieux naturels pâturés (estives de haute montagne, parcours méditerranéens, milieux humides de Camargue ou des Marais Atlantiques...) ; la qualité de ses productions directes (agneaux labels, fromages AOC...) et la capacité à générer des productions indirectes (culture, tourisme, paysages, attractivité des territoires...).

Les alpages, estives et parcours de montagne font vivre 60 000 exploitations, soit 18 % des élevages de France (vaches, brebis, chèvres et chevaux) et 22 % du nombre total des animaux. L'ensemble de ces exploitations représente 5,4 millions d'hectares, dont environ 1,5 million sont constitués d'estives, d'alpages et de parcours de montagne. (pour mémoire : France métropolitaine = 55 millions d'hectares ; agriculture française = 28 millions d'hectares). Ces élevages sont principalement situés en zones de montagne mais aussi sur les marais côtiers.